

# Crise: et il n'y aurait pas d'alternative?

**Pendant l'été, les recettes des Etats contre la crise économique n'ont pas varié, et la population est toujours invitée à payer la note. Austérité, remise en cause de la solidarité et des services publics, xénophobie... Face aux menaces qui se profilent, les défenseurs des droits sociaux, économiques et démocratiques ont fort à faire.**

Jean-François Mignard, rédacteur en chef de Hommes & Libertés

**S**i des esprits naïfs, sensibles aux discours lénifiants, pouvaient encore en douter, les soubresauts qu'a connus l'économie mondiale durant l'été 2011 indiquent bien que nous sommes loin de «la sortie de crise» tant attendue, voire annoncée. Dans la foulée des effets dévastateurs qu'ont exercé l'hiver dernier les décisions des agences de notation sur l'avenir d'un nombre croissant d'Etats européens (Grèce, Portugal, Irlande, Espagne, Italie - à quand le tour des autres?), ce fut aux Etats-Unis d'être la cible de ces institutions cet été. Alors que leur indépendance a pourtant pu prêter pour le moins à caution lors de la crise financière de 2008, ces agences semblent, au nom des sacro-saints «marchés» et du jeu des logiques spéculatives, dicter leur ligne de conduite aux Etats en encadrant le quotidien et l'avenir de leurs citoyens. Par le jeu des notations censées évaluer les risques liés à la solvabilité de ces pays au regard de leur dette, se concrétise la mainmise absolue des logiques financières sur la délibération citoyenne et le choix politique.

Faisant suite au séisme mondial de 2008, engendré par un système financier enivré par une

puissance qui ne connaît à ce jour plus aucune régulation, se profile une nouvelle étape de la crise planétaire. Cela confirme que ce que nous venons de vivre ne constituait qu'une entrée en matière. A l'échelle internationale, les conférences officielles du G8 ou du G20 - ou les concertations menées discrètement - ont balisé cette dernière période, débouchant sur des mesures à court terme qui accentuent la récession. Ainsi, au prétexte de sauver un système bancaire américain au bord du gouffre, il s'est agi de mettre en œuvre des mesures au principe bien connu : après la privatisation des profits au bénéfice de la spéculation, socialisons les pertes en effaçant les dettes privées, tout en augmentant la dette publique!

## **L'austérité n'avance plus masquée**

Au plan européen, les sommets réunissant les représentants des Etats de la Communauté n'ont ouvert aucune perspective de dépassement de la dynamique de dégradation économique et sociale dans laquelle nous sommes engagés. Ils se sont caractérisés par l'annonce, fortement médiatisée, de mesures de replâtrage (rachat d'éléments de la dette grecque par la BCE aux

banques privées, hypothétique taxe sur les transactions financières aux contours très mal définis), tandis que le discours affiché visait à rassurer une opinion publique de plus en plus sceptique et méfiante, voire indifférente, quant aux capacités d'agir des décideurs et à la sincérité de leurs paroles.

Lors de ces sommets, la gravité de la situation est apparue crûment. A la sortie d'une première étape de crise extrêmement grave, ayant nécessité le comblement de trous financiers monstrueux, la capacité des Etats et du système bancaire à intervenir en cas d'aggravation de la situation s'avère très limitée. Par ailleurs, les tensions politiques entre les pays de la zone euro, particulièrement visibles quand il a fallu prendre des décisions douloureuses face à la situation grecque, présagent mal de l'avenir du système monétaire.

Les choix réalisés par les différents gouvernements sont sans surprise. Alors que son nom était jusqu'à ce jour chuchoté, elle est aujourd'hui une option politique clairement annoncée, quand elle n'est pas revendiquée : l'austérité. Comme dans les autres pays européens (certains comme l'Allemagne s'y sont engagés depuis

## **AU SOMMAIRE**

### **> Politique Crise: et il n'y aurait pas d'alternative?**

*J.-F. Mignard* **9**

### **> Travail EPR Flamanville, le grand chantier!**

*J.-P. Decroux* **11**

### **> Votation citoyenne Droit de vote des étrangers: et si c'était vraiment «Oui»?**

*Vincent Rebérioux  
Dominique Guibert* **14**

### **> Discriminations Le football est-il raciste?**

*Yvan Gastaut* **16**

### **> Histoire L'urgence d'une histoire du monde**

*Christian Grataloup* **18**

### **> Histoire/14-18 Les exécutions sommaires de volontaires étrangers de l'armée française**

*Gilles Manceron* **21**

des mois), en France le discours est au sursaut et à la solidarité nationale, s'adressant pour l'essentiel aux pauvres! Déjà frappée par les effets d'une crise évoquée avec des accents fatalistes, après des discours martiaux contre les « spéculateurs », vite oubliés, la population va devoir se serrer la ceinture et apprendre vivre dans la frugalité.

L'ennemi est clairement identifié. Ce n'est pas un système économique devenu fou, casino mondial déconnecté de l'économie réelle asservissant les Etats et les individus, mais un modèle social dispendieux qu'il va s'agir de démanteler. Nous vivrions au-dessus de nos moyens, dans un système égalitaire obsolète qui décourage l'énergie des élites et qui serait miné par les fraudes et par l'assistanat.

### L'universalité des droits en ligne de mire

L'ennemi, c'est la dette publique alimentée par des politiques fondées par les principes d'universalité des droits et de solidarité. Décapé par les prochaines échéances électorales, le discours se montre aujourd'hui sans fard : poursuite du démantèlement de la fonction publique, destruction des services publics, suppression progressive des systèmes de solidarité mutualisés... Foin d'égalité, de la concurrence! Foin de solidarité, de la concurrence!

Alors que la montée prévisible des difficultés sociales (accroissement du chômage, aggravation de la précarité et de la pauvreté...) nécessite une mise en œuvre toujours plus énergique de l'accès aux droits économiques et sociaux, garants de cohésion et de paix sociales, ce qui nous est ici proposé contribue à une intensification des phénomènes de fragmentation sociale déjà à l'œuvre. Comme l'histoire et l'analyse attentive des périodes de crise nous l'enseignent, les difficultés économiques sont toujours contemporaines d'une décompo-



© PHOTOTHÈQUE ROUGE - JMB

***A l'échelle internationale, les conférences officielles du G8 ou du G20 ont balisé cette dernière période, débouchant sur des mesures à court terme qui accentuent la récession.***

sition des références politiques et éthiques qui créent le lien social. A cet égard, la période actuelle n'est pas indemne de « discours décomplexés » et de pratiques transgressant les normes et les valeurs au fondement de notre pacte social.

La cause de la difficulté à vivre le quotidien, la cause du malaise social ainsi désignée, c'est l'autre, le différent, l'étranger... Comme l'an passé à la même époque, c'est dans les plus hautes sphères de l'Etat que nous avons pu entendre stigmatiser la supposée délinquance des Roms et la dangerosité matinée de difficultés scolaires des « enfants d'immigrés ». Ces idées et discours, naguère exclusivité de l'extrême

droite, se développent en toute tranquillité dans le parti majoritaire au pouvoir. On commence d'ailleurs à avoir des difficultés à trouver ce qui le différencie des partis xénophobes et racistes.

Ondes de choc successives d'une crise économique majeure, enrichissement des plus riches, fragilisation des plus faibles, prolifération des idées de haine de l'autre... l'été 2011 n'a pas marqué de rupture avec la période précédente. Il porte les marques annonciatrices de menaces qui, si nous voulons les contrer, nécessiteront toute l'énergie et l'obstination des promoteurs et défenseurs des droits sociaux et démocratiques. Gageons qu'ils n'en manqueront pas! ●